

17 janvier 2008
Acadie Nouvelle

La présidente de la Commission de sûreté nucléaire congédiée

OTTAWA - La présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, Linda Keen, congédiée tard mardi soir, n'a pas donné sa version de l'histoire, hier après-midi, au comité parlementaire qui l'avait convoquée.

Mme Keen n'occupant plus le poste de présidente de la commission depuis qu'elle en a été renvoyée par le ministre fédéral des Ressources naturelles, Gary Lunn, son ex-bureau a fait savoir qu'elle n'ira donc pas répondre aux questions des députés qui voulaient examiner la querelle qui l'oppose au ministre. Le comité a cependant entendu le ministre Lunn, hier matin. Aux députés qui lui demandaient de donner des exemples précis de ce qu'il reproche à Mme Keen, le ministre s'est contenté de répondre qu'elle n'avait plus la confiance du gouvernement. Mme Keen présidait l'agence qui surveille la sûreté nucléaire au pays, une agence indépendante. Elle avait laissé entendre qu'elle pourrait contester devant les tribunaux un éventuel congédiement. Si le ministre lie ce congédiement à la crise de manque de radioisotopes provoquée par la fermeture prolongée d'un réacteur nucléaire, celui de Chalk River, des partis d'opposition y voient bien autre chose.

Selon la députée bloquiste Claude DeBellefeuille, les récents agissements du ministre prouvent qu'il a un trop grand appétit pour l'énergie nucléaire. Et elle s'inquiète du renvoi de Mme Keen, une surveillante que le ministre, selon elle, a peut-être trouvée trop gênante. La leader du Parti vert élabore la même théorie. Selon Elizabeth May, le renvoi de Mme Keen établit un dangereux précédent au moment où le gouvernement conservateur fait la promotion d'une plus grande utilisation de l'énergie nucléaire, en particulier pour l'exploitation des sables bitumineux en Alberta.